

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE – FIN JUIN 2021



Version du 14 septembre 2021

Date de Publication

15 septembre 2021

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	4
I.1. PAYS AVANCÉS	4
I.2. ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT	5
I.3. MARCHÉS DES PRODUITS EXPORTÉS ET DES CHANGES.....	6
II. CONJONCTURE NATIONALE.....	8
II.1. SECTEUR RÉEL	9
II.1.a. Secteur primaire	9
II.1.b. Secteur secondaire.....	11
II.1.c. Secteur tertiaire.....	13
II.1.d. Prix	16
II.1.e. Emplois.....	17
II.2. FINANCES PUBLIQUES	17
II.2.a. Recettes totales et dons.....	17
II.2.b. Dépenses totales et prêts nets	19
II.2.c. Financement.....	20
II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	20
II.3.a. Exportations.....	21
II.3.b. Importations	22
II.3.c. Répartition géographique des échanges.....	22
II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER.....	23
II.4.a. Situation monétaire.....	23
II.4.b. Marché boursier.....	25

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du cours du baril de pétrole brut en dollar US par baril.....	6
Graphique 2 : Evolution du cours de la tonne de cacao fèves en dollar US par tonne	7
Graphique 3 : Evolution de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle	11
Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers	12
Graphique 5 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail	14
Graphique 6 : Répartition des passagers au départ d'Abidjan par destination	15
Graphique 7 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin juin.....	19
Graphique 8: Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels)	20
Graphique 9 : Evolution trimestrielle du taux de change effectif réel.....	20
Graphique 10 : Répartition géographique des exportations à fin juin 2021	23
Graphique 11 : Répartition géographique des importations à fin juin	23
Graphique 12: Evolution des contreparties de la masse monétaire	24
Graphique 13: Evolution de la structure de la masse monétaire les composantes à fin juin	24
Graphique 14 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA.....	25
Graphique 15 : Evolution des indices boursiers par secteur au premier semestre 2021	25

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB dans les pays avancés (en %)	4
Tableau 2 : Taux de croissance du PIB dans les pays émergents et pays en développement (en %)	5
Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA.....	6
Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation.....	10
Tableau 5 : Evolution des principaux indicateurs du tertiaire.....	13
Tableau 6 : Structure des exportations en valeur 06 mois 2020-2021.....	21
Tableau 7 : Structure des importations en valeur aux premiers semestres 2020 et 2021	22

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AEN	Actifs Extérieurs Nets
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCE	Banque Centrale Européenne
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRVM Composite	Indice de l'ensemble des entreprises cotées à la BVRM
BRVM 10	Indice des dix entreprises les plus performantes de la BVRM
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
EPIC	Etablissement Public Industriel et Commercial
FED	Réserve fédérale des États-Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
ICA	Indice du Chiffre d'affaires
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
Kg	Kilogramme
ODR	Obligations De Relance
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PEM	Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB	Produit Intérieur Brut
PSESH	Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire
SIR	Société Ivoirienne de Raffinage
SODEMI	Société pour le Développement Minier
TCER	Taux de Change Effectif Réel
TCEN	Taux de Change Effectif Nominal
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UE	Union Européenne
US	United States (Etats-Unis)

SYNTHÈSE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires

Maintien d'une bonne perspective de croissance de l'économie mondiale

Au niveau mondial, l'année 2021 est marquée par un regain de vitalité de l'économie qui bénéficie de l'allègement des mesures de restriction dans la plupart des pays.

Le Fonds Monétaire International (FMI), dans la mise à jour des « Perspectives de l'Economie Mondiale » (PEM) publiée le 27 juillet 2021, prévoit une augmentation du PIB mondial de 6,0% en 2021. Cette prévision est inchangée par rapport aux PEM d'avril 2021.

Cependant, les perspectives ont été revues à la baisse pour les économies émergentes et en développement, particulièrement les pays émergents d'Asie, en raison de l'incidence de la Covid-19 qui reste importante, notamment en Inde. L'impact de cette révision à la baisse a été compensé par la revue à la hausse de la prévision de croissance pour les pays avancés, sous l'effet des progrès enregistrés dans les campagnes de vaccination et des mesures de soutien à l'économie.

Sur le marché des matières premières, le cours du cacao fèves poursuit sa tendance baissière en évolution mensuelle, après son pic réalisé au mois de mars 2021. En moyenne, sur le premier semestre 2021, il accuse un retrait de 0,5% en glissement annuel. Quant aux cours moyens du café (+19,5%), de l'huile de palme (+69,5%), de l'or (+9,7%), du pétrole brut (+52,3%), du caoutchouc (+31,2%) et du coton (+30,2%), ils se consolident au premier semestre 2021.

Sur le marché des changes, en moyenne sur le premier semestre 2021, l'euro engrange de la valeur par rapport au dollar américain (+9,4%), au yen (+9,6%) et au yuan renminbi (+0,4%), en glissement annuel. Par contre, la monnaie européenne se déprécie par rapport à la livre sterling (-1,0%) et au rand sud-africain (-4,8%).

Poursuite de la reprise de l'activité économique nationale

Au plan national, l'activité économique bénéficie d'un environnement des affaires favorable, grâce à l'allègement des mesures d'endiguement de la Covid-19 et à la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures publiques ainsi que du Plan de

Soutien Économique, Social et Humanitaire (PSESH).

En effet, grâce à l'efficacité de la mise en œuvre du plan de riposte sanitaire, la pandémie à coronavirus a été relativement maîtrisée en Côte d'Ivoire, ce qui a induit une normalisation progressive de l'activité économique depuis le second semestre 2020. Cette dynamique de normalisation s'est renforcée avec le démarrage de la vaccination au début du mois de mars 2021. Au 30 juin 2021, sur les 48 305 cas déclarés positifs au coronavirus 2019 depuis le début de la crise sanitaire, il est dénombré 158 cas actifs et 313 décès.

L'exécution du PSESH d'une dotation budgétaire de 391,5 milliards en 2021 est orientée davantage sur la relance économique et les actions sociales d'amélioration des conditions de vie des populations en vue d'une croissance plus inclusive. Il s'agit notamment de poursuivre les activités des fonds de soutien aux entreprises et au secteur informel, du fonds de solidarité et de soutien d'urgence humanitaire et du programme d'urgence agricole.

Dans ce contexte, en moyenne, sur le premier semestre 2021, l'indicateur du climat des affaires progresse de 13,4%, traduisant ainsi la perception d'un raffermissement de la reprise économique par les opérateurs. Toutefois, le pays a été confronté, à partir de la fin du mois d'avril 2021, à un déficit d'électricité lié à la faiblesse en eau des lacs de retenue des barrages hydroélectriques et à la panne intervenue au niveau des équipements de la centrale thermique d'Azito. Par ailleurs, l'économie ivoirienne enregistre une perte de compétitivité au deuxième trimestre 2021, avec un taux de change effectif réel qui augmente de 6,19% et de 2,05% respectivement en glissement annuel et par rapport au premier trimestre 2021.

Les réalisations au premier semestre 2021 comparées à celles du premier semestre 2020 sont présentées ci-dessous.

Le secteur primaire affiche une évolution contrastée. En dépit du repli de la production de sucre (-11,2%) et de café (-43,9%), l'agriculture d'exportation évolue favorablement portée par l'augmentation des productions de noix de cajou (+42,6%), d'ananas (+16,3%), de banane

(+15,0%), de régime de palme (+9,8%), de coton graine (+14,5% à fin mai 2021) et de cacao (+20,9%). Ces cultures bénéficient notamment de l'amélioration des pratiques agricoles et de la distribution de semences améliorées. Par contre, au regard de la pression sur les prix des produits vivriers liée à la raréfaction de l'offre, l'agriculture vivrière serait affectée par un déficit hydrique ainsi que par la perturbation des calendriers de mise en cultures de certains produits liée aux restrictions de déplacement imposées en 2020 dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

Le **secteur secondaire** est porté par la hausse de l'*Indice Harmonisé de la Production Industrielle* (IHPI) en volume de 5,7%, grâce aux bonnes performances des « industries manufacturières » (+7,6%), des « industries extractives » (+7,4%) et des « industries environnementales » (+6,7%). Toutefois, l'activité des « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et d'eau » se contracte de 5,0% du fait notamment du repli de la production nette d'électricité de 1,0%. Malgré cette baisse de la production d'électricité, la consommation intérieure enregistre une progression, aussi bien au niveau de la moyenne tension (+3,1%) que de la basse tension (+5,5%), rendue possible par la réduction des exportations (-31,4%) et par un recours plus important aux importations (73,3 Gwh contre 2,6 Gwh au premier semestre 2020).

Au niveau du *BTP*, l'indicateur avancé affiche une contraction de 2,2%. Le BTP est affecté notamment par l'envolée du prix du ciment du fait de la crise énergétique qui a ralenti l'activité des cimentiers et a accru leurs coûts de production en raison du recours aux groupes électrogènes.

Le **secteur tertiaire** confirme ses bonnes performances enregistrées depuis le début de l'année 2021, après l'impact négatif des mesures restrictives visant à freiner la propagation de la Covid-19 en 2020. Ainsi, les Indices du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail et des services marchands s'accroissent respectivement de 13,9% et 14,3%. Dans les télécommunications, le nombre d'abonnements (+11,4%), le chiffre d'affaires (+7,4%) et le trafic voix mobile (+51,5%) sont orientés à la hausse. Au niveau des transports, le nombre de passagers commerciaux dans l'aérien (+44,4%), le trafic de marchandises par voie ferroviaire (+11,6%) et maritime (+14,5%

à fin mai) ainsi que le transport routier (+24,5%) progressent également. Malgré son redressement, le trafic aérien de passagers commerciaux reste en deçà de son niveau d'avant covid-19.

En ce qui concerne **les prix à la consommation**, le rythme de progression en glissement annuel s'est accéléré pour se situer à 3,9% au second trimestre 2021 contre 3,0% au premier trimestre. En moyenne sur le premier semestre 2021, le niveau général des prix s'accroît de 3,4%. Cette hausse est imputable aussi bien aux produits comestibles qu'aux produits non comestibles dont les prix augmentent de 5,3% et 2,5% respectivement. Par origine, le relèvement des prix est alimenté par les produits locaux dont le prix moyen ressort en hausse de 3,9%. En ce qui concerne les produits importés, leur prix moyen progresse modérément de 0,9%.

Dans le secteur de **l'emploi formel**, le nombre de salariés s'accroît de 6,8% à fin juin 2021 en glissement annuel pour se situer à 1 148 968. Cette embellie est attribuable aussi bien au secteur public qu'au secteur privé qui connaissent des hausses respectives de 8,2% et 6,4% de leurs effectifs de salariés. Au premier semestre 2021, le nombre d'emplois bruts créés progresse de 15,3% par rapport à la période correspondante de 2020.

La situation des **finances publiques** est marquée par la bonne mobilisation des recettes totales et dons qui ressortent à 2 984,3 milliards, en hausse de 601,5 milliards. Ce résultat est attribuable à un bon recouvrement au niveau des recettes fiscales (+591,7 milliards) et des recettes non fiscales (+84,5 milliards). Les dépenses totales et prêts nets sont exécutés à hauteur de 3 416,9 milliards. Ils enregistrent une augmentation de 210,7 milliards, en glissement annuel, en lien avec la hausse des dépenses de « subventions et transferts », de fonctionnements ainsi que de personnels. Toutefois, les dépenses d'investissement sont en retrait de 120,2 milliards.

Il en ressort un déficit budgétaire de 432,6 milliards contre un solde déficitaire de 823,3 milliards enregistré à fin juin 2020. Ce déficit a été financé par la levée de fonds sur les marchés monétaires et financiers, d'un montant de 1 988,8 milliards (y compris les bons de trésorerie). Cette levée de fonds a également

permis de régler les échéances du capital de la dette publique.

Les **échanges extérieurs hors biens exceptionnels** en valeur enregistrent un accroissement en valeur des exportations et des importations respectivement de 15,5% et 15,9%. De ces évolutions, il ressort un excédent commercial de 868,6 milliards à fin juin 2021 contre 760,7 milliards à fin juin 2020. Par ailleurs, le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 125,8%, en régression de 0,4 point de pourcentage comparativement à 2020. Quant aux termes de l'échange, ils augmentent de 3,7% sous l'effet combiné d'une baisse des prix à l'importation (-3,4%) et d'une légère hausse de ceux à l'exportation (+0,2%).

La **situation monétaire** est caractérisée par le maintien, par la BCEAO, de la politique monétaire accommodante adoptée le 24 juin 2020 pour lutter contre les impacts négatifs de la pandémie à coronavirus 2019. Ainsi, la masse monétaire au sens large (M2) augmente de 26,8%, sous l'effet de la hausse combinée des créances nettes sur l'Administration Centrale (+28,2%), des créances sur l'économie (+10,3%) ainsi que des actifs extérieurs nets (AEN) (+65,1%) qui bénéficient de la mobilisation des ressources sur le marché financier international.

L'activité sur la **place boursière régionale** de l'UEMOA au premier semestre 2021 est marquée par le repli de 4,5% de l'indice BRVM 10, tandis que l'indice BRVM composite affiche une hausse de 4,7%. Par ailleurs, la capitalisation boursière connaît une progression de 24,3% soutenue à la fois par celles du marché des actions (+18,0%) et du marché des obligations (+29,4%).

En conclusion, l'économie ivoirienne a consolidé, au deuxième trimestre 2021, son évolution favorable enregistrée au premier trimestre 2021. L'impact de la crise énergétique que le pays a connue à partir de la fin du mois d'avril 2021 a été limité, en raison d'une gestion efficace du rationnement. Dans le secteur primaire, bien que la raréfaction de l'offre de certains produits vivriers laisse entrevoir une baisse de la production, les rythmes de croissance de la plupart des cultures d'exportation sont largement supérieurs aux prévisions de croissance annuelles. Dans le secteur secondaire, l'activité industrielle sur les six premiers mois de l'année 2021 ressort en

hausse comparativement à son niveau de la même période de l'année 2020, après s'être affichée en repli au premier trimestre. Quant à l'indicateur avancé du BTP, il enregistre une baisse mais devrait se redresser sur le reste de l'année grâce à l'accélération de l'exécution des projets d'investissement en cours. S'agissant du secteur tertiaire, il maintient sa tendance haussière observée depuis le début de l'année 2021.

Le marché de l'emploi formel reste dynamique, en relation avec la vitalité de l'activité économique. Toutefois, les tensions sur les prix à la consommation persistent et affectent le pouvoir d'achat des ménages.

Au niveau budgétaire, l'exécution est marquée par une bonne mobilisation des recettes fiscales et un accroissement des dépenses totales tiré par des engagements contingents, en dépit de la contraction des dépenses publiques d'investissement.

Le financement intérieur continue de bénéficier d'une politique monétaire accommodante qui rend disponible une liquidité suffisante aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé.

La bonne orientation de l'économie ivoirienne devrait se renforcer au second semestre avec la fin du rationnement de l'électricité intervenue le 25 juin 2021 pour les ménages et prévue à la mi-juillet 2021 pour les industriels.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Amélioration des perspectives économiques dans les pays avancés

Au niveau mondial, l'activité économique a confirmé au premier semestre 2021, sa reprise amorcée au second semestre 2020. Cette dynamique est soutenue par l'assouplissement des mesures de restriction et les avancées enregistrées dans les campagnes de vaccination dans la plupart des pays avancés.

Dans ce contexte, dans la mise à jour des Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) publiées le 27 juillet 2021, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit, comme dans les PEM d'avril 2021, un accroissement Produit Intérieur Brut (PIB) mondial de 6% en 2021. Cette stabilité découle de l'effet conjugué d'une croissance qui serait plus forte que prévue en avril 2021 dans les pays avancés (+5,6% contre +4,1%) et d'une révision à la baisse des perspectives pour les pays émergents et pays en développement (+6,3% contre +6,7% prévu antérieurement).

I.1. PAYS AVANCÉS

Dans les **pays avancés**, la prévision de croissance du PIB de l'année 2021 a été révisée à +5,6% contre une prévision antérieure de +4,1%. Cette croissance plus forte attendue est en relation avec la perspective d'une normalisation plus poussée attendue au second semestre de 2021, à mesure que la vaccination se poursuit et sous l'effet de mesures de soutien budgétaire supplémentaires.

Au **Japon**, après une décroissance de 4,7% en 2020, le PIB devrait progresser de 2,8% en 2021.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB dans les pays avancés (en %)

Pays	Estimations 2020	Prévisions 2021	
	Mise à jour des PEM juillet 2021	PEM avril 2021	Mise à jour des PEM juillet 2021
Mondiale	-3,2	6,0	6,0
Pays avancés	-4,6	4,1	5,6
<i>Etats Unis</i>	-3,5	6,4	7,0
<i>Japon</i>	-4,7	3,3	2,8
<i>Royaume-Uni</i>	-9,8	5,3	7,0
Zone Euro	-3,5	4,4	4,6
<i>France</i>	-8,0	5,8	5,8
<i>Allemagne</i>	-4,8	3,6	3,6
<i>Italie</i>	-8,9	4,2	4,9
<i>Espagne</i>	-10,8	6,4	6,2

Source : FMI (PEM avril 2021 et mise à jour PEM juillet 2021)

Aux **États-Unis**, la reprise se renforce. Le PIB s'est accru de 12,2% au deuxième trimestre 2021, en glissement annuel après +0,6% au trimestre précédent. Pour l'année 2021, la progression du PIB devrait s'établir à 7,0% après un recul de 3,5% l'année précédente. L'économie américaine devrait bénéficier, au second semestre de 2021, des effets de la législation attendue qui favorisera les investissements dans les infrastructures et renforcera les dispositifs de protection sociale. Aussi, les aides supplémentaires du Gouvernement fédéral devraient rehausser la croissance du PIB américain de 0,3 point de pourcentage.

Au **Royaume-Uni**, la production intérieure progresserait de 7,0% en 2021, après un recul de 9,9% en 2020. Cette croissance serait stimulée par le rebond de la consommation qui bénéficie de la levée progressive des restrictions à l'activité économique, grâce au succès de la campagne de vaccination.

Dans la **Zone euro**, après une contraction de 1,3% au premier trimestre 2021, en glissement annuel, le PIB a progressé de 13,7% au deuxième trimestre 2021 grâce à l'allègement des restrictions sanitaires. Sur l'ensemble de l'année 2021, le PIB devrait rebondir de 4,6% sous l'effet de la reprise dans la plupart des pays, notamment l'Allemagne (+3,6%), la France (+5,8%), l'Italie (+4,9%) et l'Espagne (+6,2%).

I.2. ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La prévision de croissance du PIB des **économies émergentes et en développement** de l'année 2021 a été revue à la baisse en raison de l'accentuation de la crise sanitaire en Inde et d'une croissance moins forte attendue en Chine. Elle devrait se situer à +6,3% contre +6,7% prévu antérieurement.

En **Chine**, le PIB a enregistré, en glissement annuel, une hausse de 7,3% au deuxième trimestre 2021 après une progression de 18,3% au premier trimestre 2021. Cette décélération est en partie liée à la pénurie d'énergie qui a freiné la production industrielle. Aussi, la hausse du nombre des contaminations dans le sud du pays et les mesures de confinement adoptées ont freiné la consommation des ménages et l'activité des entreprises. Par conséquent, la prévision de croissance du PIB de l'année 2021 a connu une baisse de 0,3 point de pourcentage comparée à la prévision antérieure pour s'établir à +8,1%.

L'économie du **Brésil** devrait rebondir à 5,3% en 2021, après un recul de 4,1% en 2020. Elle profite de l'amélioration du contexte mondial, du déploiement des vaccins et de l'assouplissement progressif des mesures sanitaires restrictives. Toutefois, les risques pesant sur les

perspectives à court terme restent importants, en raison de l'incidence encore élevée de la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19), de la forte inflation (notamment alimentaire), de la faiblesse du marché du travail et de la réduction des transferts budgétaires d'urgence aux ménages.

Tableau 2 : Taux de croissance du PIB dans les pays émergents et pays en développement (en %)

Pays	Estimations 2020	Prévisions 2021	
	Mise à jour des PEM juillet 2021	PEM avril 2021	Mise à jour des PEM juillet 2021
Pays émergents	-2,1	6,7	6,3
<i>Chine</i>	-7,3	8,4	8,1
<i>Russie</i>	-3,0	3,8	4,4
<i>Brésil</i>	-4,1	3,7	5,3
<i>Inde</i>	-7,3	12,5	9,1
Afrique subsaharienne	-4,1	3,4	3,4
<i>Nigéria</i>	-1,8	2,5	2,5
<i>Afrique du sud</i>	-7,0	3,1	4,0

Source : FMI (PEM avril 2021 et mise à jour PEM juillet 2021)

En **Inde**, du fait de l'apparition d'une deuxième vague virulente de Covid-19 entre mars et mai 2021 et de la détérioration des finances publiques, le FMI a baissé la prévision de la croissance du PIB de l'année 2021 de 3 points de pourcentage pour la porter à +9,5%.

En **Afrique Subsaharienne**, la prévision de croissance du PIB pour l'année 2021 demeure inchangée par rapport aux PEM d'avril dernier. De façon spécifique, les taux de croissance du PIB se situeraient à +2,5% pour l'Afrique du Sud et +4,0% pour le Nigéria en 2021 contre des prévisions de croissance antérieures de +2,5% et +3,1% respectivement.

La révision à la hausse de la croissance du PIB de l'Afrique du Sud s'explique par les résultats solides enregistrés au premier

trimestre 2021. Cette embellie serait contrebalancée par des révisions à la baisse de la croissance du PIB pour d'autres pays. La détérioration du bilan pandémique est un risque qui pèse sur les perspectives de l'Afrique subsaharienne en raison de la faiblesse du taux de vaccination.

✓ Pays de la zone UEMOA

Au sein de l'Union, l'activité économique s'est raffermie au premier trimestre 2021, avec un taux de croissance du PIB réel de 3,2%, en glissement annuel, après 1,8% au trimestre précédent. Cette accélération est imputable à l'ensemble des secteurs d'activités, consécutivement à la reprise de la demande intérieure. Le PIB de l'Union est attendu en hausse de 5,5% en 2021, après une progression de 1,5% en 2020.

Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA

Pays	Croissance du PIB en 2020 (réalisé)	Croissance du PIB en 2021 (prévision)
Bénin	3,8	6,0
Burkina Faso	2,5	5,1
Côte d'Ivoire	2,0	6,5
Guinée Bissau	-1,4	3,3
Mali	-1,6	4,3
Niger	1,2	5,4
Sénégal	1,5	3,7
Togo	1,8	4,8
UEMOA	1,5	5,5

Sources : DGE/DPPSE, FMI

La consolidation de la reprise de l'activité économique dans l'Union serait portée par la bonne exécution des plans de relance, le maintien des mesures de soutien budgétaire et monétaire ainsi que par l'amélioration de la situation sécuritaire.

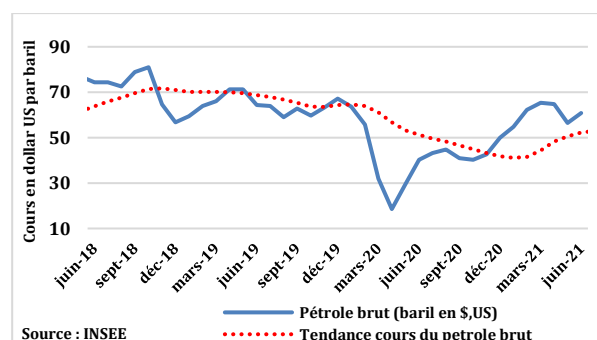
I.3. MARCHÉS DES PRODUITS EXPORTÉS ET DES CHANGES

Retour d'optimisme sur le marché des principaux produits de base

Le **marché des matières premières** enregistre, en moyenne sur les six premiers mois de l'année 2021, une progression des cours de la plupart des principaux produits de base exportés ou importés par la Côte d'Ivoire, en relation avec la reprise progressive de la demande mondiale et les contraintes diverses sur l'offre.

Le cours moyen du **pétrole brut** suit une tendance haussière depuis le début de l'année 2021 et augmente de 52,3% en glissement annuel. Cette remontée est due à une gestion prudente de l'offre de pétrole par l'OPEP et un rebond de la demande en lien avec la reprise économique mondiale.

Graphique 1 : Evolution du cours du baril de pétrole brut en dollar US par baril

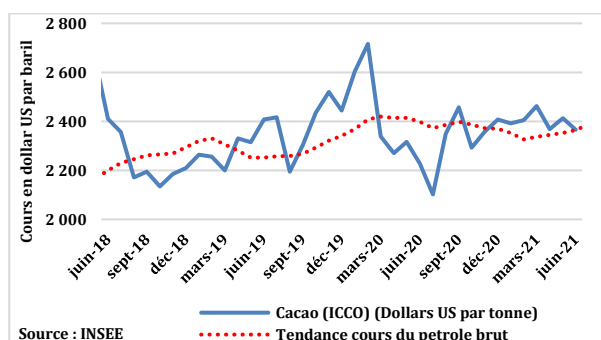


Le cours du **café (indice composite)** poursuit sa tendance haussière amorcée depuis le mois d'octobre 2020. Au mois de juin 2021, il progresse de 4,6% par rapport à mai 2021. En moyenne sur les six premiers mois de l'année 2021, le cours du café s'améliore de 19,5% en glissement annuel, impulsé par les incertitudes sur l'offre des principaux pays producteurs.

Le cours du **cacao fèves** enregistre une évolution irrégulière au premier semestre 2021 et en ressort avec une baisse de 0,5% comparé au cours moyen de la même

période de 2020. Au mois de juin 2021, les prix du cacao fléchissent de 1,9% sur le marché de Londres en variation mensuelle. Le marché est perturbé par l'augmentation des stocks certifiés dans les entrepôts agréés en bourse en Europe et aux États-Unis. Aussi, la perspective d'un accroissement record de la production de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana pénalise le marché.

Graphique 2 : Evolution du cours de la tonne de cacao fèves en dollar US par tonne



Le cours du **caoutchouc** fléchit de 2,9% en variation mensuelle au mois de juin 2021, après avoir atteint en mars 2021 son niveau le plus élevé depuis avril 2017. Le prix du caoutchouc subit le recul des importations de la chine, premier acheteur mondial. En moyenne sur les deux premiers trimestres de 2021, le cours du caoutchouc augmente de 31,2% en glissement annuel, grâce à la reprise économique mondiale.

Le cours moyen du **coton** s'accroît de 4,0% en variation mensuelle au mois de juin 2021 et atteint son niveau le plus élevé depuis deux ans. De même, sur les six premiers mois de 2021, le cours moyen du coton affiche une hausse de 30,2%. Cette reprise est impulsée par une demande soutenue et un retour des spéculateurs sur le marché.

Le cours de **l'huile de palme** augmente de 16,6%, en glissement annuel, en moyenne au premier semestre 2021. Toutefois, il recule de 2,9% en juin 2021, en variation

mensuelle, après s'être inscrit en hausse depuis le mois de juin 2020.

En moyenne, sur le premier semestre 2021, le cours de **l'or** s'affiche en hausse de 9,7% en glissement annuel. Cependant, il s'incline de 0,9% au mois de juin 2021, en évolution mensuelle, contrarié par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt en lien avec une politique moins accommodante de la FED. En effet, dans ce cas de figure, l'or deviendrait moins intéressant pour les investisseurs en ce sens que le prix de l'or présente généralement une corrélation négative avec les taux d'intérêt américains ajustés de l'inflation (taux réels).

Le cours du **riz blanchi** augmente de 3,1% en moyenne au premier semestre 2021, en glissement annuel.

Evolution mitigée de l'euro face aux principales monnaies en glissement annuel

Le marché des changes est caractérisé au cours du premier semestre de l'année 2021, par une évolution contrastée de l'euro par rapport aux principales monnaies, en glissement annuel. En effet, la monnaie européenne s'apprécie par rapport au dollar US (+9,4%), au yen (+9,6%) et au yuan renminbi (+0,4%). En revanche, elle se déprécie par rapport au rand (-4,8%) et à la livre sterling (-1,0%).

En variation mensuelle au mois de juin 2021, l'euro se déprécie face aux principales monnaies, notamment le yen (-0,9%), le dollar US (-1,3%), le yuan renminbi (-0,4%) et le rand sud-africain (-0,3%).

II. CONJONCTURE NATIONALE

*Les valeurs sont en FCFA, sauf indication contraire,
Tous les chiffres sont à date sauf indications contraires*

Au plan national, l'activité économique bénéficie d'un environnement des affaires favorable, grâce à l'allègement des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la Covid-2019, à la poursuite des grands projets d'infrastructures publiques et aux mesures de soutien du Gouvernement aux entreprises et aux ménages.

En effet, grâce à l'efficacité de la mise en œuvre du plan de riposte sanitaire, la Côte d'Ivoire est parvenue à une relative maîtrise de la pandémie à coronavirus qui a induit une normalisation progressive de l'activité économique depuis le second semestre 2020. Cette dynamique de normalisation s'est renforcée avec le démarrage de la vaccination au début du mois de mars 2021. En outre, en avril 2021, le pays a bénéficié d'un financement de la Banque Mondiale d'un montant de 100 millions de dollars US dans le cadre du projet d'appui au plan national de riposte à la Covid-19. Cet appui financier permettra de vacciner 10 millions de personnes, grâce à la diversification des sources d'approvisionnement en vaccins, au déploiement de la vaccination sur tout le territoire national et à la sensibilisation des populations à la vaccination. Au premier semestre 2021, la Côte d'Ivoire a reçu un peu plus d'un million de doses de vaccins et en a administré 768 039 sur l'ensemble du territoire national. Le Gouvernement envisage vacciner 60% de la population de 18 ans et plus d'ici la fin de l'année 2021.

Au 30 juin 2021, sur les 48 305 cas déclarés positifs à la Covid-19 depuis le début de la crise sanitaire, il est dénombré 158 personnes encore malades et 313 décès, soit un taux de guérison de 99,0%.

Par ailleurs, l'activité économique continue de bénéficier de l'exécution du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH). La dotation budgétaire de 391,5 milliards de ce plan en 2021 est orientée davantage sur la relance économique et les actions sociales d'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables. Ainsi, les activités des fonds de soutien aux entreprises et au secteur informel, du fonds de solidarité et de soutien d'urgence humanitaire ainsi que du programme d'urgence agricole se poursuivent.

Dans ce contexte, l'indice du climat des affaires produit par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), s'améliore et atteint 104,0 au mois de juin 2021 contre 103,3 au mois de mai 2021. En moyenne, sur le premier semestre 2021, cet indicateur enregistre une progression de 13,4% qui traduit la perception d'un raffermissement de la reprise de l'activité économique par les opérateurs.

Toutefois, le pays a été confronté, à partir de la fin du mois d'avril 2021, à un déficit d'électricité lié à la faiblesse en eau des lacs de retenue des barrages hydroélectriques et à la panne intervenue au niveau des équipements de la centrale thermique d'Azito. Par ailleurs, l'économie ivoirienne enregistre une perte de compétitivité au deuxième trimestre 2021, avec un taux de change effectif réel qui augmente de 6,19% et de 2,05% respectivement en glissement annuel et par rapport au premier trimestre 2021.

II.1. SECTEUR RÉEL

II.1.a. Secteur primaire

Le secteur primaire est caractérisé par une évolution favorable de l'agriculture d'exportation tandis que l'agriculture vivrière serait affectée par la sécheresse que le pays a connue en 2020 et en début d'année 2021. La branche vivrière serait également impactée négativement par les restrictions de déplacement imposées en 2020 dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

□ *Dynamisme de l'agriculture industrielle et d'exportation*

Au premier semestre 2021, l'agriculture d'exportation enregistre un accroissement de la production de la plupart des principales cultures d'exportation, à l'exception des productions de café et de sucre qui se contractent.

Prévue en repli de 3,3% sur l'année 2021, la production de **cacao** progresse de 20,9% à fin juin 2021 pour s'établir à 1 045 976,5 tonnes. Elle bénéficie de l'entrée en production des nouvelles variétés de cacaoyers à haut rendement. Cependant, la filière est confrontée à des difficultés de commercialisation en raison du manque de conteneurs au niveau mondial du fait de la crise sanitaire qui a perturbé les flux commerciaux. En outre, le rationnement de l'électricité intervenu à partir du mois d'avril 2021 a entraîné une réduction de 22% des activités de broyages de fèves des usines locales en juin 2021. Dans ce contexte, les producteurs se retrouvent avec d'importants stocks de produits.

Par ailleurs, afin de soutenir les exportateurs ou transformateurs nationaux défavorisés face aux multinationales, le

Gouvernement ivoirien a décidé de leur attribuer 20% du volume de tout contrat de déblocage sous forme de contrats internationaux. Ce soutien devrait contribuer à la pérennisation de leurs activités.

Au niveau du **café**, la production est en baisse de 43,9%. Ce repli s'explique par (i) le vieillissement du verger caféier, (ii) la démotivation des acteurs en raison des prix bas payés aux producteurs et (iii) la reconversion des parcelles en d'autres cultures pérennes.

La production de **noix de cajou** augmente de 42,6% pour se situer à 925 572,0 tonnes. Cette performance est due notamment à l'amélioration des pratiques agricoles et à la distribution de plants de cajou plus productifs. En outre, la commercialisation connaît une normalisation dans la filière anacarde en lien d'une part, avec l'amélioration de l'accès des acheteurs nationaux au financement bancaire et d'autre part avec le regain de la demande sur le marché international consécutif à la reprise économique dans les principaux pays partenaires. La vigueur de la demande a permis aux producteurs d'écouler leurs récoltes au prix moyen de 345 Fcfa/kg, au-dessus du prix de 305 Fcfa/kg fixé par le Gouvernement. Afin de booster le taux de transformation locale de la noix de cajou, le Gouvernement a prévu, dans le cadre du projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde (PPCA), la création de zones agro industrielles dédiées spécialement à la noix de cajou dans les villes de Bondoukou, Bouaké, Séguéla et Korhogo.

La production de **coton graine** s'est accrue de 14,5% pour se situer à 421 382,8 tonnes, au premier semestre 2021 comparativement à la période

correspondante de 2020. En outre, la campagne 2020/2021 du coton s'est achevée en mai 2021 avec une production en hausse de 14,1%. Pour cette campagne, la filière a bénéficié de la distribution de semences améliorées à haut rendement ainsi que de l'accroissement des surfaces cultivées et du nombre de cotonculteurs de 8,9% et 12% respectivement, favorisé par un prix bord champ stable et rémunérateur. Ce prix s'est situé à 300 Fcfa/kg, identique à la campagne précédente. L'utilisation, pour la prochaine campagne, des deux nouvelles variétés (CI 123 et CI 128) créées par le Centre National de la Recherche Agronomique (CNRA) afin d'améliorer la qualité de la fibre blanche devrait permettre de maintenir cette bonne dynamique.

Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	1 ^{er} semestre 2020	2 ^{ème} semestre 2021	Variation (%)	Prev Juin 2021 (%)
Cacao fèves	865 407,5	1 045 976,5	20,9	-3,3
Café	82 701,8	46 360,1	-43,9	-34,1
Noix de cajou	649 145,0	925 572,0	42,6	6,0
Ananas	33 677,8	39 166,4	16,3	6,0
Banane dessert	234 894,2	270 188,3	15,0	6,0
Régime de palme	1 594 850,8	1 750 723,2	9,8	
Coton graine*	368 026,2	421 382,2	14,5	9,2
Sucre	114 036,4	101 296,5	-11,2	1,1

Sources : DGE, OPA, MINADER
*Données à fin mai, fin de campagne

Au niveau des filières fruitières, les productions d'**ananas** et de **banane dessert** augmentent respectivement de 16,3% et 15,0%. Ces filières restent cependant confrontées à la forte concurrence des produits en provenance de l'Amérique latine sur le marché européen. En revanche, la mise en service de la nouvelle usine de transformation de fruits

et légumes, installée à N'Douci devrait favoriser la commercialisation de l'ananas et réduire les pertes post récoltes. En effet, cette usine, dispose d'une capacité de transformation de 32 000 tonnes de tomates, 24 000 tonnes de mangues et 32 000 tonnes d'ananas. Elle devrait permettre de générer 900 emplois dont 150 emplois directs et 750 emplois indirects.

Dans la filière palmier à huile, la production de **régime de palme** progresse de 9,8% pour atteindre 1 750 723,2 tonnes. En dépit de cette embellie, la production reste largement inférieure à la capacité de transformation installée. Cette situation entraîne une concurrence entre les unités de transformation pour l'acquisition de la matière première occasionnant ainsi une tension sur les prix. Pour améliorer la productivité des plantations, plusieurs solutions sont envisagées notamment le zonage et la mise en place d'un mécanisme de traçabilité de la production afin de rassurer les usiniers qui pourront de ce fait financer l'achat d'intrants pour les producteurs.

La filière **sucrière** a pâti de la perturbation climatique notamment l'absence d'harmattan et le déficit hydrique qui ont aggravé l'effet des maladies de la canne à sucre et affecté les rendements des plantations. Par conséquent, la production recule de 11,2% pour se situer à 101 296,5 tonnes. Afin d'accroître la production et d'améliorer la compétitivité de la filière face à la concurrence internationale, le Gouvernement et les industriels se sont accordés sur un contrat plan dont la mise en exécution devrait permettre de réaliser les investissements nécessaires.

❑ Perturbation de l'Agriculture vivrière

Les restrictions de déplacement imposées en 2020 dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 ont perturbé les calendriers de mise en cultures de certains produits. De même, le déficit hydrique a affecté les productions.

Ainsi, les productions de tubercules et plantains seraient en repli, au regard de la forte hausse de leurs prix (+20,8%) au premier semestre 2021. De même, les productions de « céréales non transformées » seraient affectées, mais dans une moindre mesure.

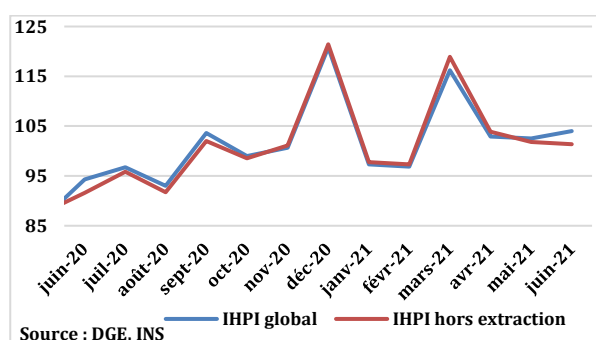
II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire enregistre une bonne tenue de l'activité industrielle tandis que l'indicateur avancé du BTP ressort en baisse.

❑ Activité industrielle en progression

L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) en volume s'accroît de 5,7% tiré principalement par la hausse des activités des « industries manufacturières » et des « industries extractives » (+7,4%) tandis que les « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et d'eau » enregistrent un repli de l'activité.

Graphique 3 : Evolution de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle



✓ Rebond des industries extractives

La production en volume des « industries extractives » augmente de 7,4%, sous l'effet conjugué de l'accroissement de la production des divisions « extraction de minerais métalliques » (+11,0%) et « autres activités extractives » (+5,2%) ainsi que du repli de la production de la division « extraction d'hydrocarbures » (-1,4%).

La division « extraction d'hydrocarbures », pâtit du recul de la production de pétrole brut (-21,4%). Cette contreperformance est imputable à la déplétion naturelle des puits, notamment du principal bloc CI-40 (62,0% de la production totale) dont le rendement s'est contracté de 33,9%. A l'inverse, la production de gaz augmente de 5,3%, stimulée par la demande du secteur énergie pour la production d'électricité de source thermique.

Dans la division « extraction de minerais métalliques », les productions d'or et de nickel progressent de 7,8% et 6,6% respectivement, tandis que la production de manganèse recule de 28,2%. En ce qui concerne la bauxite, la production est arrêtée depuis le mois d'octobre 2020, en raison essentiellement du déficit d'espace de stockage au terminal minéralier du port d'Abidjan. En effet, les espaces de stockage existants sont réservés prioritairement aux importations de clinker. Cette situation réduit la disponibilité d'espace pour la bauxite dont le stockage est délicat.

Au niveau de la division « autres activités extractives », la production de diamant reprend au mois de juin 2021 après le quasi arrêt enregistré de mars 2021 à mai 2021. L'extraction de diamant accuse une baisse de 4,8% au premier semestre 2021, due notamment à l'épuisement des réserves exploitables par les méthodes artisanales.

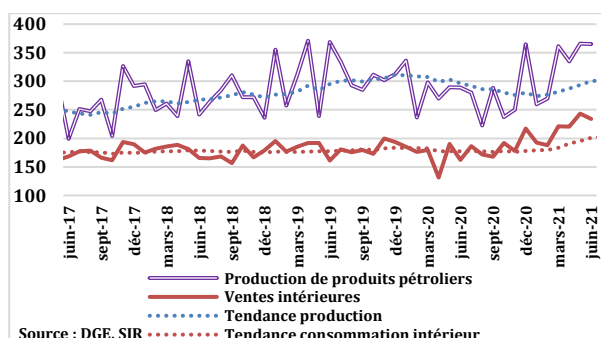
Par conséquent, un programme d'identification de nouveaux sites propices à l'exploitation artisanale conduit par la SODEMI devrait être mis en œuvre dans les zones diamantifères du pays.

✓ *Orientation favorable des industries manufacturières*

La production en volume des « **industries manufacturières** » progresse de 7,6%, grâce principalement aux bonnes performances des divisions « fabrication de boissons » (+29,8%), « activités de fabrication de textiles » (+14,5%), « imprimerie et reproduction d'enregistrements » (+31,3%), « raffinage pétrolier, cokéfaction » (+5,2%), « fabrication de produits chimiques » (+29,2%), « fabrication de produits pharmaceutiques » (+11,5%), « travail de caoutchouc et du plastique » (+21,0%), « fabrication de matériaux minéraux » (+7,8%), « métallurgie » (+23,0%), « fabrication d'ouvrages en métaux » (+7,3%), « fabrication de meubles et matelas » (+11,6%).

L'impact de ces performances est atténué par la baisse notamment de la « fabrication de produits alimentaires » (-5,7%).

Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers



Au niveau de la division « raffinage pétrolier, cokéfaction », la progression des quantités produites de produits pétroliers s'accélère et atteint 13,9% après une hausse

de 2,4% au premier trimestre 2021. Ce dynamisme est soutenu par la vigueur de la consommation intérieure (+26,7%), en dépit du repli des exportations (-3,4%).

✓ *Légère baisse de la production d'électricité*

Au niveau des « **industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau** », la production en volume baisse de 5,0%. Elle subit le recul de la production des divisions « captage, traitement et distribution d'eau » (-31,3%) et « production et distribution d'électricité et de gaz » (-1,0%).

La production d'électricité régresse de 1,0%, en lien avec la baisse de la production de source hydraulique de 24,5%, atténuée par la hausse de la production de source thermique de 8,8%. La production d'électricité pâtit de la faiblesse des stocks d'eau dans les lacs de retenue des barrages hydroélectriques, en raison de la sécheresse survenue en 2020. Elle a également été affectée par la panne intervenue sur les équipements de la centrale thermique d'Azito.

Le recul de la production de source hydraulique s'accroît, passant de -20,2% à fin mai à -24,5% à fin juin 2021. Cette situation est compensée par l'accélération de la hausse de la production de source thermique qui passe de +8,5% à fin mai à +8,8% à fin juin 2021, soutenue par la remise en marche de la turbine endommagée au niveau de la centrale d'Azito.

Malgré cette baisse de la production d'électricité, la consommation intérieure progresse aussi bien au niveau de moyenne tension (+3,1%) que de la basse tension (+5,5%), grâce à la réduction des exportations (-31,4%) et à un recours plus

important aux importations (73,3 Gwh contre 2,6 Gwh au premier semestre 2020).

Le démarrage attendu de la saison des pluies dans le courant du mois de juillet 2021 devrait permettre d'augmenter les niveaux d'eau des lacs de retenue des barrages hydroélectriques.

Indicateur avancé du BTP en repli

L'indicateur avancé des activités du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) fléchit de 2,2%. Cette contreperformance est en lien avec le repli des dépenses publiques d'investissement (-120,2 milliards) comparé au premier semestre 2020.

Le BTP est également affecté par le renchérissement du prix du ciment consécutif à la crise énergétique. En effet, cette crise a ralenti l'activité des cimentiers et a accru leurs coûts de production en raison du recours aux groupes électrogènes.

La fin de crise énergétique prévue dans le courant du mois de juillet 2021 et l'accélération de l'exécution des projets d'infrastructures publiques au second semestre devrait induire un redressement du BTP. Il s'agit notamment de (i) la réhabilitation des Tours C, D et E de la cité administrative, (ii) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon du Plateau, (iii) la construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, et (iv) la construction du pont reliant les communes de Cocody et du Plateau.

II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire poursuit son redressement, après avoir été fortement impacté en 2020 par les mesures restrictives visant à endiguer la Covid-19. Il bénéficie de l'allègement des mesures de lutte contre la propagation de la pandémie

depuis le second semestre 2020, en lien avec la relative maîtrise de la pandémie au plan interne, les avancées des campagnes de vaccination sur le plan international ainsi que les dispositions prises dans la plupart des pays pour la préservation de l'activité économique, en dépit de la persistance de la pandémie. Ainsi, les Indices des Chiffres d'Affaires du commerce de détail et des services marchands sont orientés à la hausse au premier semestre 2021.

Tableau 5 : Evolution des principaux indicateurs du tertiaire

	06 mois 2019	06 mois 2020	06 mois 2021	Variation 2021/2020
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail	147,3	139,6	158,8	13,9%
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) des services marchands	133,0	139,3	159,2	14,3%
Trafic global maritime - en milliers de tonnes *	13 434,0	12 462	14 271	14,5%
Total voyageurs aérien	947 403	404 659	584 512	44,4%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise - en tonnes)	509 757	461 036	514 300	11,6%

Source: DGE, BCEAO, AERIA, PAA, PASP
*Le trafic global maritime est à fin mai

□ Bonne progression du commerce de détail

Le commerce de détail consolide son redressement amorcé au second semestre 2020, suite à l'allègement des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus 2019. L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) augmente de 13,9%, en accélération comparé à la hausse de 8,0% enregistrée au premier trimestre 2021. Cette bonne tenue provient de l'ensemble de ses postes.

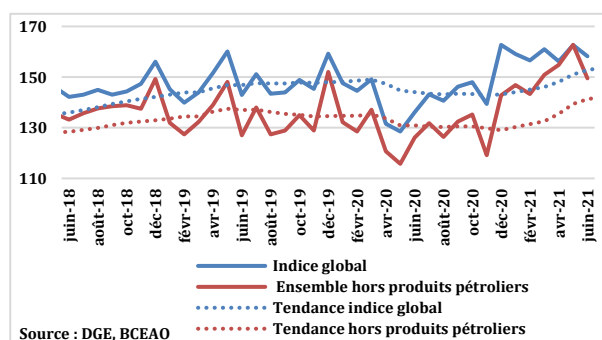
Les ventes de produits pétroliers s'accroissent de 7,0% au premier semestre 2021, en raison de la hausse de 24,5% des quantités vendues des carburants gasoil et super.

Dans le poste « produits de l'alimentation », les ventes augmentent de 18,5%, en relation

avec le dynamisme des « produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (+6,2%) et des « autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs » (+21,2%).

Le chiffre d'affaires des ventes de « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » augmente de 27,6% sous l'effet des ventes de « véhicules automobiles neufs » (+38,6%), de « motocycles neufs » (+8,0%) et de « pièces et accessoires de véhicules automobiles et motocycles neufs » (+16,0%).

Graphique 5 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Les ventes du poste « produit d'équipement et du logement » progressent de 14,6%. Elles tirent profit de l'accroissement des ventes de « matériaux de construction, quincaillerie, peinture, verre et articles de verre » (+16,3%).

□ Dynamisme des services marchands

L'ICA des services marchands augmente de 14,3%, bénéficiant du dynamisme des secteurs du transport et de la télécommunication.

✓ Évolution globalement favorable des transports

Le secteur du transport évolue favorablement grâce au dynamisme de ses différentes branches d'activités.

○ Orientation favorable du transport ferroviaire

Le transport **ferroviaire** continue de progresser depuis le début de l'année. Le trafic global de marchandises augmente de 11,6%, tiré principalement par le dynamisme des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (+13,2%). Par contre, le trafic ferroviaire national de marchandises se contracte de 14,2%.

○ Dynamisme continu du transport routier

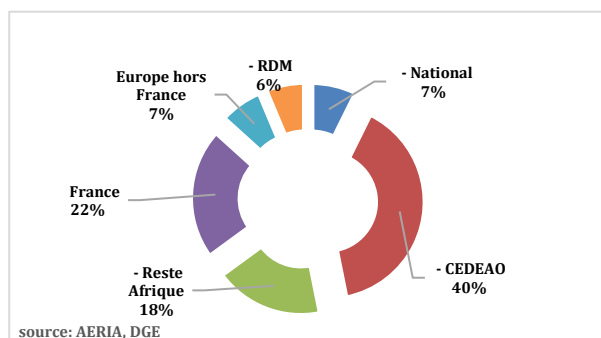
Le transport routier serait en hausse de 24,5%, au regard de la consommation des carburants gasoil et super. Il maintiendrait ainsi sa tendance haussière amorcée depuis le second semestre 2020, suite à l'allègement des mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19.

○ Poursuite de la reprise dans le transport aérien

Le **transport aérien**, fortement affecté par les fermetures des frontières aériennes intervenues en 2020 en raison de la pandémie à Covid-19, poursuit son redressement amorcé après l'ouverture des frontières aériennes. Il affiche un accroissement de 44,4% du nombre de passagers commerciaux pour se situer à 584 512 au premier semestre 2021.

Le nombre de passagers commerciaux ressort en hausse pour l'ensemble des destinations, notamment le trafic national (+102,2%), le trafic vers la CEDEAO (+55,1%), les destinations Europe (+34,2%) et le trafic vers le reste de l'Afrique (+29,7%).

La structure du trafic demeure inchangée et reste dominée par les destinations CEDEAO (39,9% ; 231 100 passagers), Europe (28,7% ; 167 969 passagers) et Reste Afrique (18,1% ; 105 816 passagers).

Graphique 6 : Répartition des passagers au départ d'Abidjan par destination

Malgré son redressement, le transport aérien reste affecté par la Covid-19, en raison des restrictions des voyages appliqués dans de nombreux pays. En effet, le total de 584 512 passagers commerciaux enregistrés est en deçà de son niveau d'avant Covid-19, à savoir des 947 403 passagers enregistrés au premier semestre 2019 et des 885 042 passagers comptabilisés à la période correspondante de 2018.

○ **Orientation favorable du transport maritime**

Le transport maritime maintient sa hausse observée depuis le début de l'année. A fin mai 2021, le trafic global de marchandises par voie maritime progresse de 14,5% pour s'afficher à 14 270 619 tonnes, porté par les deux ports.

Au port d'Abidjan, le trafic global de marchandises se bonifie de 12,4%. Cette bonne performance est attribuable à la fois au trafic national (+10,4%), au transit (+27,5%) et aux activités de transbordement (+38,0%).

Malgré ces bonnes performances, le port d'Abidjan est confronté à un déficit d'espace de stockage, notamment pour les minerais. En effet, les espaces de stockage au terminal minéralier étant réservés prioritairement aux cimentiers, il se pose un problème d'espace pour les autres minéraux. Cette

situation impacte négativement la production de certains minéraux, notamment la bauxite qui nécessite des conditions particulières de stockage. Le projet en cours de construction d'un nouveau terminal minéralier devrait permettre d'accroître les capacités opérationnelles du port d'Abidjan et d'offrir de meilleures conditions d'exportation et d'importation des produits miniers.

Au niveau du port de San Pedro, le trafic global s'accroît de 25,5%, sous l'effet combiné de la hausse de 42,4% du trafic national et du recul de 35,6% des activités de transbordement.

✓ **Hausse du volume d'activités dans les TIC**

Le secteur des télécommunications poursuit son expansion avec une progression du volume d'activités, du chiffre d'affaires et du nombre d'abonnements.

En effet, le trafic voix de la téléphonie mobile est marqué par un accroissement de 51,5% du nombre de minutes d'appels. Le volume de trafic internet bondit également de 40,6%, bénéficiant de l'essor du télétravail et des visioconférences qui entraîne un important recours aux services internet. À contrario, le nombre de SMS se contracte de 3,3%.

En ce qui concerne le nombre d'abonnements dans le secteur, il progresse de 11,4%, porté essentiellement par celui de la téléphonie mobile qui enregistre une hausse de 11,5%.

S'agissant du chiffre d'affaires global, il s'accroît de 7,4% sous l'effet conjoint de la hausse du chiffre d'affaires dans la téléphonie mobile et l'internet fixe de 8,6% et 18,1% respectivement, ainsi que de la

baisse du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe de 13,4%.

Du côté des services de mobile money, le chiffre d'affaires et le nombre d'abonnements augmentent respectivement de 26,3% et 7,8%.

II.1.d. Prix

▣ *Hausse soutenue des prix à la consommation*

L'analyse de l'évolution des prix en glissement annuel fait ressortir une accélération de la hausse des prix qui atteint 3,9% au second trimestre 2021 contre 3,0% au premier trimestre. Cette évolution provient principalement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » dont les prix renchérissement de 6,1% au deuxième trimestre 2021 après une hausse de 4,7% au trimestre précédent. Ces prix croissent sous l'effet d'un regain de tension sur les prix des viandes (+11,4% contre +4,3% au premier trimestre 2021) et des poissons (+10,5% après +7,1% le trimestre précédent). En ce qui concerne les prix des produits non comestibles, bien que contenus, ils augmentent de 2,9% au deuxième trimestre après un renchérissement de 2,3% le trimestre précédent.

En moyenne sur le premier semestre 2021, le niveau général des prix s'accroît de 3,4%, comme à fin mai 2021. Cette hausse est imputable aussi bien aux produits comestibles qu'aux produits non comestibles qui augmentent de 5,3% et 2,5% respectivement. Par origine, le relèvement des prix est alimenté par les produits locaux qui ressortent en hausse de 3,9% contre une hausse de 0,9% pour les produits importés.

✓ *Maintien de la pression sur les prix des produits comestibles*

Les prix des produits comestibles augmentent de 5,3% au premier semestre 2021, sous l'effet de l'accroissement des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » de 5,4% et des « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » de 1,8%.

Le renchérissement des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » provient des tubercules et plantains (+20,8%), des poissons (+8,7%), des viandes (+7,8%), de l'huile de palme industrielle en bouteille (+10,2%) et des fruits (+4,4%). Les prix des tubercules et plantains sont confrontés notamment à une baisse de la production liée au retard des premières pluies ainsi qu'à la hausse de la demande extérieure. Le renchérissement du prix des poissons s'explique par la hausse des prix à l'importation (+6,8%), l'accroissement du prix du transport et le rationnement de l'électricité qui engendre des coûts supplémentaires de conservation. S'agissant des viandes, leurs prix sont stimulés par la perturbation des activités pastorales et de commercialisation de détail en lien avec la crise sécuritaire au Mali et au Burkina d'où la Côte d'Ivoire importe l'essentiel de sa consommation. Concernant l'huile de palme industrielle, elle reste tributaire de la forte hausse de prix sur le marché international en raison du resserrement de l'offre dans les principaux pays producteurs d'Asie dans un contexte de la crise sanitaire. De même, le prix de la baguette de pain est menacé par la forte hausse du prix de la farine boulangère qui connaît une augmentation de 16,5% d'avril 2021 à juin 2021.

Par ailleurs, en vue de contenir les hausses de prix des produits de premières

nécessités, le Gouvernement a pris des mesures de surveillance des prix et a engagé des discussions avec les acteurs des filières, bétail et palmier à huile ainsi qu'avec les boulangers. Ces discussions ont permis d'assurer le maintien du prix de la baguette de pain à 150 Fcfa/kg ainsi que la suspension de l'augmentation du prix de l'huile de palme raffinée. Malgré cette entente, des augmentations sont notées au niveau de prix de l'huile. Ainsi, le prix du bidon de 25 litres connaît une augmentation de 13,1%. En ce qui concerne le riz, il est resté globalement stable en dépit de quelques velléités d'augmentation. Des concertations ont également été engagées avec les acteurs de la filière bétail/viande. Elles ont permis de ramener le prix de la viande de bœuf avec os à 2 600 Fcfa/kg et la viande de bœuf sans os à 2 800 Fcfa/kg chez les bouchers détaillants. Toutefois, ces accords entre les parties peinent à être respectés à cause de leur caractère non coercitif.

✓ *Augmentation contenue des prix des produits non comestibles*

En moyenne sur le premier trimestre, la progression de 2,5% des prix des produits non comestibles est portée principalement par les groupes « loyers effectifs » (+6,0%), « entretien et réparation des logements » (+3,4%), « produits, appareils et matériels médicaux » (+3,4%), « services de transport » (+3,9%), « service de téléphonie et de télécopie » (+3,6%), « services de restauration » (+3,1%) et « enseignement pré-élémentaire et primaire » (+17,0%).

II.1.e. Emplois

Le dynamisme des activités dans les secteurs secondaire et tertiaire ainsi que dans l'agriculture d'exportation

s'accompagne d'une hausse du nombre de salariés du secteur formel.

A fin juin 2021, le nombre de salariés dans le secteur formel progresse de 6,8% (+73 218 salariés) pour s'afficher à 1 148 968. Cet accroissement est porté aussi bien par le secteur privé que par le secteur public qui voient leur effectif de salariés augmenter de 6,4% (+53 851 emplois) et 8,2% (+19 367 emplois) respectivement.

En ce qui concerne le nombre des nouvelles immatriculations dans le secteur privé formel, il s'élève à 47 720 au premier semestre 2021 contre 40 559 un an plus tôt, soit une hausse de 17,7%. Ces immatriculations sont enregistrées en grande partie dans le commerce (34,1%), les industries manufacturières (16,9%) et le BTP (12,5%).

Dans le secteur public, le nombre des nouveaux fonctionnaires enregistrés sur le premier semestre 2021 se situe à 11 902, en hausse de 6,8% en glissement annuel. Ces fonctionnaires sont affectés principalement dans les ministères en charge de l'enseignement (44,7%) et au ministère de la santé (22,1%).

II.2. FINANCES PUBLIQUES

Au premier semestre 2021, la situation des finances publiques est marquée par une hausse du niveau de recouvrement des recettes et une augmentation de l'exécution des dépenses totales et prêts nets par rapport à la situation à fin juin 2020.

II.2.a. Recettes totales et dons

Les recettes totales et dons ressortent à 2 984,3 milliards, en hausse de 25,2% (+601,5 milliards). Ils bénéficient d'une bonne mobilisation des recettes fiscales et

des recettes non fiscales, après un premier semestre 2020 marqué par des allègements fiscaux en faveur des entreprises impactées négativement par la Covid-19.

❑ **Bon niveau de recouvrement des recettes fiscales**

Les recettes fiscales s'affichent à 2 573,4 milliards contre 1 981,7 milliards un an plus tôt, progressant ainsi de 591,7 milliards. Cette évolution est attribuable à la bonne performance à la fois de la fiscalité intérieure (+347,1 milliards) et de la fiscalité de porte (+235,9 milliards).

Les éléments explicatifs des réalisations par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

✓ **Au niveau de la fiscalité intérieure**

Les recettes fiscales intérieures s'affichent à 1 338,12 milliards, en hausse de 347,1 milliards en glissement annuel. De façon spécifique, par nature d'impôt, il se dégage les évolutions ci-après :

- la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est recouvrée à hauteur de 286,9 milliards, en baisse de 71,0 milliards.
- l'impôt BIC hors pétrole-gaz augmente de 106,2 milliards par rapport à son niveau de juin 2020.
- les impôts sur traitements et salaires s'affichent à 299,6 milliards, en hausse de 47 milliards.

✓ **Au niveau de la fiscalité de porte :**

Les recettes douanières se situent à 1 151,6 milliards, en augmentation de 235,9 milliards comparées au niveau du premier semestre 2020. Les explications par rubriques se présentent comme suit :

- Le bon niveau de recouvrement des droits et taxes à l'importation est

attribuable aux taxes sur les marchandises générales (+132,6 milliards) et sur produits pétroliers (+57,7 milliards). Les ressources issues des taxes sur les marchandises générales progressent en relation avec l'accroissement du volume de consommation pour se situer à 7 022,8 tonnes contre un volume de 5 417,64 tonnes un an plus tôt. Quant aux taxes sur les produits pétroliers, elles tirent avantage de l'évolution favorable de la taxation sur le gasoil (une réalisation de 219,94 f/l contre 210,04 f/l un an plus tôt).

- les taxes à l'exportation enregistrent une hausse de 33,1 milliards provenant de l'augmentation des exportations de cacao fèves de 7,1%.

❑ **Bon niveau de recouvrement des recettes non fiscales et faible mobilisation des dons**

Les recettes non fiscales sont recouvrées à hauteur de 393,7 milliards, en hausse de 84,5 milliards en glissement annuel. Cette évolution est essentiellement due à l'accroissement des recettes de sécurité sociale (+70,4 milliards).

S'agissant des dons, ils reculent de 70,4 milliards, en lien avec la non mobilisation des ressources du « Contrat de Désendettement et de Développement » (C2D) consécutive à l'application du moratoire sur la dette bilatérale des pays pauvres durement affectés par la Covid-19.

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

Au premier semestre 2021, les dépenses totales et prêts nets sont exécutés à hauteur de 3 416,9 milliards, en progression de 210,7 milliards en glissement annuel.

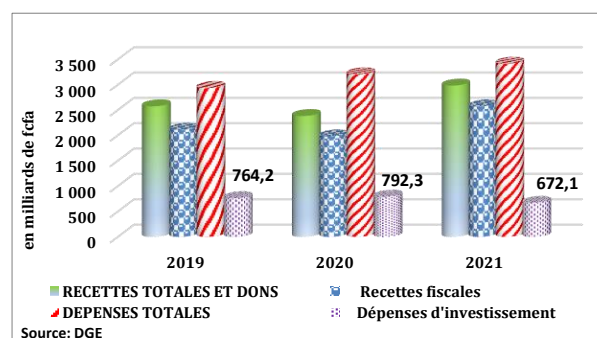
Cette évolution s'explique par une augmentation notable des subventions et transferts (+121,6 milliards) ainsi que des dépenses de fonctionnement (+83,1 milliards) atténuée par une baisse des dépenses d'investissement (-120,2 milliards), principalement les dépenses d'investissements sur les projets C2D.

Ces tendances comparées à fin juin 2020 s'expliquent comme suit :

- les dépenses de personnel ressortent à 928,4 milliards contre 892,2 milliards un an plus tôt. Ce niveau d'exécution est attribuable à l'impact de la mise en place d'un dispositif de traitement des actes administratifs et à la rapidité dans la transmission des dossiers de premier mandatement pour le paiement des salaires des nouveaux fonctionnaires ;
- les subventions et autres transferts atteignent à 464,5 milliards, contre un niveau de 342,9 milliards un an plus tôt, en raison des subventions allouées à certaines structures dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 ;
- les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 579,4 milliards contre 496,3 milliards à fin juin 2020, en lien avec les dépenses du plan de riposte sanitaire dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 ;

- les dépenses de sécurité s'élèvent à 120,3 milliards contre 109,4 milliards un an plus tôt. Cette augmentation est en lien avec le besoin de renforcement supplémentaire du dispositif sécuritaire ;
- les intérêts de la dette ont été payés à hauteur de 364,6 milliards (dont 153,4 milliards sur la dette intérieure et 211,2 milliards sur la dette extérieure) contre un paiement de 315,8 milliards payés au premier semestre 2020.
- Les dépenses d'investissement se contractent de 120,2 milliards pour se situer à 672,1 milliards, en raison de la non-exécution de dépenses sur les projets C2D au premier semestre 2021. La Côte d'Ivoire n'effectuera de dépenses d'investissements sur ces projets qu'au deuxième semestre 2021. En effet, du fait de la Covid-19, elle bénéficie d'une suspension temporaire des paiements dus au titre du service de la dette bilatérale, depuis le mois de mai 2020, à l'instar d'autres pays.

Graphique 7 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin juin



II.2.c. Financement

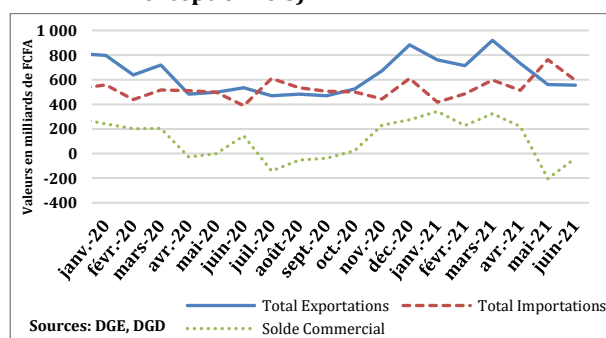
A fin juin 2021, il est enregistré un solde budgétaire déficitaire de 432,6 milliards, moins marqué que le déficit de 823,3 milliards enregistré à fin juin 2020. Ce déficit a été financé par le recours aux marchés monétaires et financiers d'un montant de 1 988,8 milliards. Ces émissions comprennent 541,3 milliards de bons du trésor (dont 428,5 milliards de bons de trésorerie), 356,7 milliards d'emprunts obligataires, 482,4 milliards d'obligations du trésor et 608,4 milliards d'eurobonds.

Ces mobilisations ont, par ailleurs, permis de régler les échéances du capital de la dette publique qui s'établit à 540,1 milliards, réparties entre 387,7 milliards de dette intérieure et 152,3 milliards de dette extérieure.

II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR

Les échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels sont caractérisés par une hausse en valeur des exportations et des importations respectivement de 15,5% et 15,9% sur les six premiers mois de l'année 2021 en glissement annuel. Les exportations et les importations bénéficient d'une hausse des quantités de 3,7% et 16,8% respectivement.

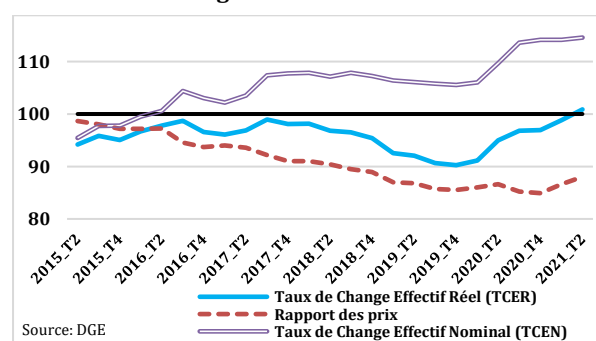
Graphique 8: Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels)



De ces évolutions, il ressort un excédent commercial de 868,6 milliards à fin juin 2021 contre 760,7 milliards à fin juin 2020. Par ailleurs, le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 125,8%, en régression de 0,4 point de pourcentage comparativement à 2020. Quant aux termes de l'échange, ils augmentent 3,7% sous l'effet combiné d'une baisse des prix à l'importation (-3,4%) et d'une légère hausse de ceux à l'exportation (+0,2%).

En ce qui concerne la compétitivité de l'économie ivoirienne par rapport à ses partenaires commerciaux, elle se dégrade au deuxième trimestre 2021 comparativement au trimestre précédent et la même période de 2020. En effet, le Taux de Change Effectif Réel (TCER) augmente de 2,05% comparé au premier trimestre 2021. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse du différentiel de prix de 1,66%, le Taux de Change Effectif Nominal (TCEN) n'augmentant que de 0,39%. De même, en glissement annuel, le TCER croit de 6,19% au deuxième trimestre 2021, sous l'effet de la hausse à la fois du TCEN de 4,45% et du différentiel de prix de 1,67%.

Graphique 9 : Evolution trimestrielle du taux de change effectif réel



II.3.a. Exportations

□ Hausse des exportations en valeur tirée par l'accroissement des ventes des produits primaires et des produits transformés

La progression des ventes en valeur de 15,5% s'explique essentiellement par la hausse des exportations des produits primaires et des produits transformés de 20,2% et 15,7% respectivement. L'augmentation des volumes vendus de produits primaires (+18,6%) et des produits transformés (+19,1%) ont l'évolution en valeur. S'agissant des exportations de produits miniers, elles enregistrent une relative quasi-stagnation (+0,3%) sous l'effet conjugué d'un accroissement des prix de 3,8% et d'une baisse du volume de 3,4%.

L'augmentation des ventes des produits primaires en valeur provient principalement des produits de l'agriculture industrielle et d'exportation (+20,3%), notamment le cacao fève (+12,3%), la noix de cajou (+25,3%), le caoutchouc naturel (+45,2%) et le coton masse (+87,6%).

Les exportations de produits transformés en valeur tirent profit de la bonne orientation des ventes du cacao transformé (+9,9%), de l'amande de cajou (+130,0%), de l'huile de palme (+52,7%) et de produits pétroliers autres que le pétrole brut (+17,8%).

S'agissant des exportations de produits miniers, elles stagnent sous l'effet combiné de la hausse des ventes d'or brut (+11,5%) et la baisse ventes de manganèse (-39,4%) et de pétrole brut (-23,6%) en lien avec le repli de la production.

□ Prépondérance des produits primaires dans les exportations

La structure des exportations à fin juin 2021 est restée stable relativement à celle du premier semestre 2020, avec une prépondérance des produits primaires (52,7%) qui ont gagné 2,1 points au détriment des produits miniers (13,8%). La part des produits transformés est demeurée inchangée à 33,5%.

Tableau 6 : Structure des exportations en valeur 06 mois 2020-2021

	2020	2021
Exportations hors biens exceptionnels	100%	100%
Produits primaires	50,6%	52,7%
Agriculture vivrière, Elevage, Pêche	0,6%	0,5%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	50,1%	52,1%
dont Cacao fèves	31,2%	30,4%
Noix de cajou	7,6%	8,3%
Caoutchouc naturel	6,9%	8,6%
Coton masse	1,6%	2,7%
Produits transformés	33,5%	33,5%
1ère Transformation	17,6%	17,6%
dont Cacao transformé	11,6%	11,1%
Huile de palme	1,8%	2,4%
Café transformé	0,6%	0,5%
Amande de Cajou	0,3%	0,7%
Conserves et Préparation Alimentaires	1,3%	1,2%
Manufacturiers	14,6%	14,8%
dont Produits pétroliers autre que le pétrole brut	8,2%	8,4%
Produits miniers	15,9%	13,8%
Pétrole brut	3,5%	2,3%
Or brut	10,9%	10,5%

Sources : DGE, DGD

Les exportations de produits primaires sont composées majoritairement de produits de l'agriculture d'exportation, notamment le cacao fèves, le caoutchouc naturel et la noix de cajou qui représentent respectivement 30,4%, 8,6% et 8,3% de la valeur des exportations totales.

Quant aux produits transformés, ceux de la première transformation (17,6%), dominés par le cacao transformé (11,1%), viennent

en première position. Ils sont suivis par les produits manufacturés (14,8%).

S'agissant des produits miniers, ils sont dominés par l'or brut (10,5%).

II.3.b. Importations

□ *Importations en valeur portées par les achats de biens de consommation et d'équipement*

Le dynamisme des importations en valeur est porté par la hausse des achats de biens d'équipement (+16,1%) et de consommation (+36,5%). En revanche, les importations de biens intermédiaires se contractent de 11,1%.

La hausse des achats de **biens de consommation** provient d'une part des produits alimentaires (+33,6%), notamment les poissons frais (+25,4%) et le riz (+44,7%), et d'autre part des autres biens de consommation (+38,7%) tels que les produits pétroliers autre que le pétrole brut (+75,2%) et les véhicules de tourisme (+77,1%).

L'accroissement des importations en valeur de **biens d'équipement** s'explique par l'augmentation en valeur des achats de produits tels que les « machines mécaniques » (+21,1%) et les « matériels de transport routier hors véhicules de tourisme » (+45,5%).

En ce qui concerne les acquisitions de **biens intermédiaires**, elles fléchissent sous l'effet de la chute des achats en valeur des achats de pétrole brut de 47,6%.

□ *Importations toujours dominées par les biens de consommation*

Les importations en valeur restent dominées par les biens de consommation dont la part se situe à 53,7%, en hausse de 8,1 points de pourcentage par rapport à la

même période de l'année dernière. A l'inverse, la part des biens intermédiaires s'effrite de 8,1 points de pourcentage pour se situer à 26,8%. Quant aux biens d'équipement, leur part est restée relativement stable et se situe à 19,5%.

Tableau 7 : Structure des importations en valeur aux premiers semestres 2020 et 2021

	2020	2021
Importation hors biens exceptionnels	100,0%	100,0%
Biens de Consommation	45,6%	53,7%
Produits alimentaires	20,0%	23,1%
dont Poissons	0,9%	1,2%
Riz	3,7%	4,6%
Blé tendre	1,9%	1,9%
Autres biens de consommations	25,6%	30,6%
dont Produits pétroliers autre que le pétrole brut	5,4%	8,1%
Produits pharmaceutiques	3,5%	4,0%
Biens intermédiaires	34,9%	26,8%
Pétrole brut	16,1%	7,3%
Fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux	5,0%	5,2%
Produits chimiques	2,5%	2,1%
Papiers et cartons	1,8%	1,7%
Matériaux de construction (clinker)	1,7%	2,1%
Biens d'équipement	19,4%	19,5%
Machines mécaniques	7,5%	7,8%
Machines électriques	5,4%	4,0%
Matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme	3,7%	4,7%

Sources : DGE, DGD

II.3.c. Répartition géographique des échanges

L'analyse de la répartition géographique des **exportations en valeur** montre que l'UE constitue la première destination des produits ivoiriens, avec 29,2% des ventes à l'extérieur, viennent ensuite l'Asie (22,7%), l'Amérique (11,7%), la CEDEAO (17,1%) et l'Europe hors UE (10,6%). Comparativement à 2020, la part de l'UE diminue de 2,7 points de pourcentage. De même, les parts de la CEDEAO et des autres pays européens s'effritent respectivement de 1,0 point et 1,4 point de pourcentage. Par contre, celles de l'Asie et de l'Amérique

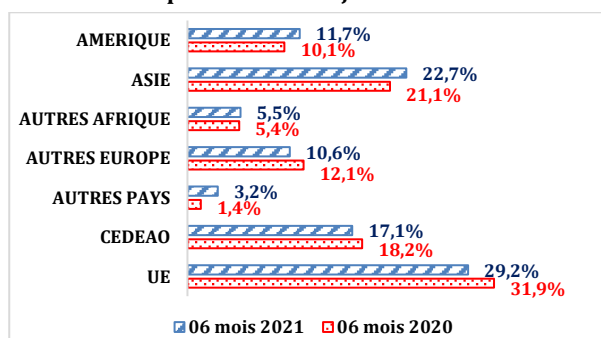
croissent respectivement de 1,7 et 1,6 points de pourcentage.

Dans l'UE, les principales destinations des exportations ivoiriennes sont les Pays Bas (9,1%), la Belgique (3,9%), la France (4,5%) et l'Allemagne (3,9%).

En Asie, la Malaisie (5,4%), le Vietnam (7,7%), la Chine (2,9%) et l'Inde (2,9%) représentent les acquéreurs des exportations de la Côte d'Ivoire. Ces exportations concernent majoritairement le cacao fèves, le caoutchouc, la noix de cajou et le coton masse.

En Amérique, les Etats-Unis (9,2%) et le Canada (1,2%) sont les principaux destinataires des produits ivoiriens.

Graphique 10 : Répartition géographique des exportations à fin juin 2021



Sources : DGE, DGD

Dans la zone CEDEAO, la Côte d'Ivoire a pour principaux clients deux de ses proches voisins, à savoir le Mali (6,0%) et le Burkina Faso (4,1%).

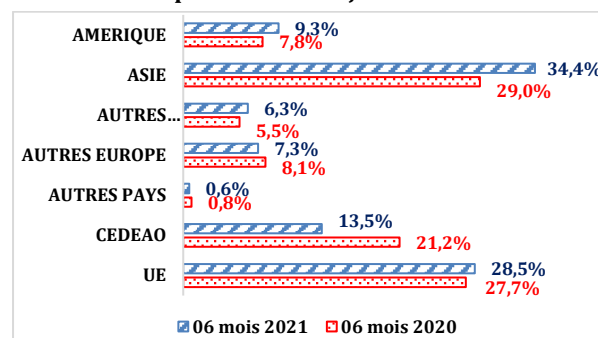
Sur le reste du continent européen, la Suisse (5,7%) et le Royaume-Uni (2,7%) constituent les principaux acheteurs des produits ivoiriens.

En ce qui concerne les **importations**, le continent asiatique demeure le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire avec 34,4% des achats en valeur. Il est suivi de l'UE (28,5%). S'agissant de la CEDEAO (13,5%), elle a vu sa part baisser de 7,6 points de

pourcentage, au profit principalement de l'Asie, de l'Amérique et de l'UE.

En Asie, la Chine et l'Inde sont les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire avec respectivement 15,0% et 6,4% des importations en valeur.

Graphique 11 : Répartition géographique des importations à fin juin



Sources : DGE, DGD

Dans l'UE, la Côte d'Ivoire a importé ses produits essentiellement de la France (10,1%), de l'Allemagne (3,4%) et de la Belgique (4,3%).

Dans la zone CEDEAO, l'économie nigériane demeure le premier fournisseur devant le Sénégal. Les importations en provenance du Nigeria concernent principalement le pétrole brut.

II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

La situation monétaire est marquée au premier semestre 2021 par le maintien, par la BCEAO, de la politique monétaire accommodante adoptée le 24 juin 2020 pour lutter contre les impacts négatifs de la pandémie à coronavirus 2019. Ainsi, la BCEAO a continué d'appliquer le taux unique de 2,00% pour les opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité.

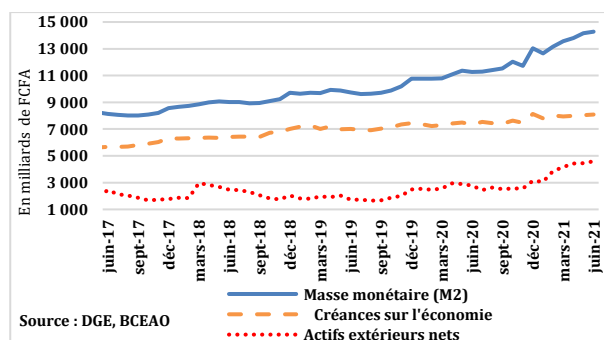
Par ailleurs, elle a ouvert un nouveau guichet spécial dédié au refinancement dénommé « Obligations de Relance » (OdR)

et un programme d'émission de Bons du Trésor a été mis en place afin d'accompagner la reprise économique dans les pays de l'Union.

Ainsi, la masse monétaire au sens large (M2) s'accroît de 26,8% (+3 018,5 milliards), portée par l'accroissement des encours des créances intérieures des institutions de dépôts de 15,7% (+1 650,9 milliards) et des actifs extérieurs nets (AEN) de 65,1% (+1 811,6 milliards).

Les créances intérieures enregistrent la progression des créances nettes sur l'Administration Centrale de 28,2% (+894,8 milliards), en lien avec les besoins de financement du Gouvernement dans le cadre de la réalisation des projets d'investissement structurants prévus. Concernant les créances sur l'économie, elles augmentent de 10,3% (+756,1 milliards).

Graphique 12: Evolution des contreparties de la masse monétaire



Quant aux actifs extérieurs nets, ils sont soutenus par des émissions d'euro-obligations d'un montant de 607,9 milliards au mois de février 2021 et l'amélioration de l'excédent du solde commercial.

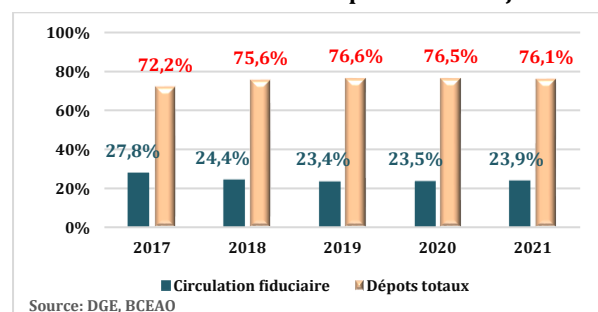
La hausse de la masse monétaire est perceptible à la fois au niveau des dépôts transférables (+29,8% ; +1 487,1 milliards), de la circulation fiduciaire (+28,8% ; +761,6 milliards) et des autres dépôts inclus dans la

masse monétaire (+21,2% ; +769,8 milliards).

Par ailleurs, les passifs à caractère non monétaire et les autres postes nets se contractent respectivement de 20,0% (-354,9 milliards) et 35,5% (-89,0 milliards).

La part de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire se situe à 23,9% à fin juin 2021 contre 23,5% un an plus tôt.

Graphique 13: Evolution de la structure de la masse monétaire les composants à fin juin



En termes cumulés, sur le premier semestre 2021, les nouvelles mises en place de crédits bancaires s'établissent à 3 141,5 milliards, en accroissement de 17,9% (+477,3 milliards) comparativement à la période correspondante de 2020. Cette hausse est due notamment au dynamisme des crédits accordés aux « entreprises individuelles » (+84,3 milliards), aux « sociétés d'Etat EPIC » (+42,4 milliards), aux « autres sociétés » (+278,9 milliards), aux « particuliers » (+56,2 milliards), aux « personnels des banques » (+31,6 milliards) et aux « clients divers » (+31,5 milliards). Toutefois, l'impact de ces progressions est amoindri par le repli des montants octroyés aux « assurances et caisses de retraite » (-27,7 milliards), à la « clientèle financière » (-5,9 milliards) et à l'« État et organismes assimilés » (-0,4 milliards).

Par ailleurs, sur la période sous revue, le taux d'intérêt moyen des crédits ressort à

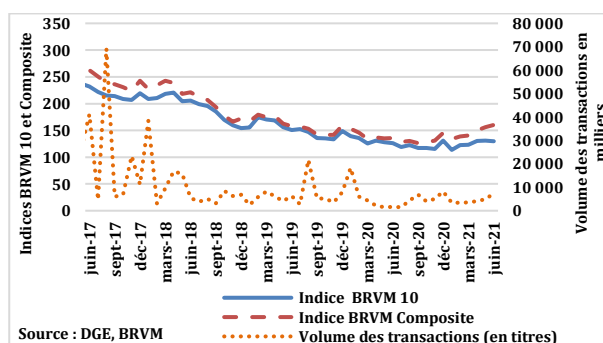
6,0% contre 6,4% à fin juin 2020. Quant à la durée moyenne des crédits, elle s'établit à 17,6 mois contre 21,7 mois un an plus tôt, traduisant une certaine prudence du secteur bancaire en lien avec la persistance de la crise sanitaire.

II.4.b. Marché boursier

Au niveau de la Bourse régionale des valeurs mobilières de l'UEMOA, les indices BRVM 10 et BRVM composite progressent respectivement de 3,0% et de 17,8% au mois de juin 2021, comparativement au mois de juin 2020. Par ailleurs, la place financière régionale enregistre au mois de juin 2021, un PER¹ moyen de 10 contre 9,70 le mois précédent, en augmentation de 0,30. Cette hausse traduit, toutes choses égales par ailleurs, un rebond du prix moyen des actions. Parallèlement, le taux de rendement moyen des actions se contracte et s'établit à 7,14% contre 7,30% le mois précédent.

S'agissant du risque du marché des actions, le taux moyen de liquidité ressort en forte hausse de 147,25% contre 0,56% un mois plus tôt. La prime de risque du marché d'un mois à l'autre est en baisse de 0,31 point de pourcentage en lien avec la hausse de l'indice Composite.

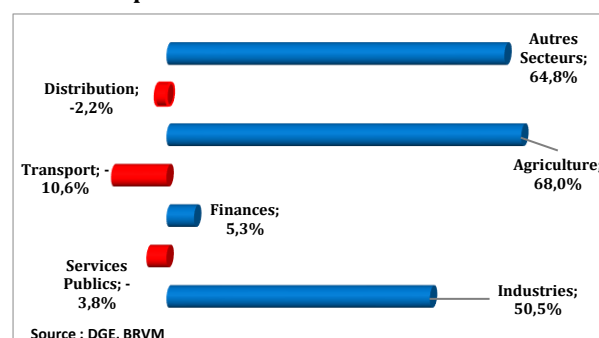
Graphique 14 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



¹ Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

Sur les six premiers mois de 2021, l'indice BRVM 10 recule de 4,5% tandis que le BRVM composite augmente de 4,7%, en glissement annuel. Les indices des secteurs « transports » (-10,6%), « services publics » (-3,8%) et « services de distributions » (-2,2%) baissent. En revanche, les indices des secteurs « agriculture » (+68,0%), « industries » (+50,5%) et « finances » (+5,3%) progressent.

Graphique 15 : Evolution des indices boursiers par secteur au premier semestre 2021



La capitalisation boursière s'accroît de 24,3% à fin juin 2021, en glissement annuel, soutenue à la fois par celles du marché des actions (+18,0%) et du marché des obligations (+29,4%). Aussi, la valeur transigée s'accroît de 206,7% tandis que le volume transigé se contracte de 21,5% sur la période sous revue.

CONCLUSION

En conclusion, l'économie ivoirienne a consolidé au deuxième trimestre 2021, son évolution favorable enregistrée au premier trimestre 2021. L'impact de la crise énergétique que le pays a connue à partir de la fin du mois d'avril 2021 a été limité, en raison d'une gestion efficace du rationnement. Dans le secteur primaire, bien que la raréfaction de l'offre de certains produits vivriers laisse entrevoir une baisse

de la production, les rythmes de croissance de la plupart des cultures d'exportation sont largement supérieurs aux prévisions de croissance annuelles. Dans le secteur secondaire, l'activité industrielle sur les six premiers mois de l'année 2021 ressort en hausse comparativement à son niveau de la même période de l'année 2020, après s'être affichée en repli au premier trimestre. Quant à l'indicateur avancé du BTP, il enregistre une baisse mais devrait se redresser sur le reste de l'année grâce à l'accélération de l'exécution des projets d'investissement en cours. En ce qui concerne le secteur tertiaire, il maintient sa tendance haussière observée depuis le début de l'année 2021.

Le marché de l'emploi formel reste dynamique, en relation avec la vitalité de l'activité économique. Toutefois, les tensions sur les prix à la consommation persistent et affectent le pouvoir d'achat des ménages.

Au niveau budgétaire, l'exécution est marquée par une bonne mobilisation des recettes fiscales et un accroissement des dépenses totales tirés par des engagements contingents, en dépit de la contraction des dépenses publiques d'investissement.

Le financement intérieur continue de bénéficier d'une politique monétaire accommodante qui rend disponible une liquidité suffisante aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé.

La bonne orientation de l'économie ivoirienne devrait se renforcer au second semestre avec la fin du rationnement de l'électricité intervenue le 25 juin 2021 pour les ménages et prévue à la mi-juillet 2021 pour les industriels.

**DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES
ET DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES**

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1^{er} étage
Tél: (00225) 27 20 20 09 58 / 27 20 20 09 24/ 27 20 20 09 25
04 BP 650 Abidjan 04 – Email: sd.c.dppse@dge.gouv.ci
Site internet: www.dppse.ci